

PAY TECH DAY France Payments Forum du 26 juin 2025

Keynote d'ouverture de Christophe BORIES (DG Trésor)

Keynote
Ouverture



Christophe BORIES
Chef du Service du Financement de l'Économie
Direction Générale du Trésor

Bonjour à tous,

Je vais commencer par l'actualité internationale puisque les développements outre-Atlantique depuis l'hiver ont l'importance des notions de souveraineté, d'autonomie stratégique et de résilience du secteur des paiements. Ces notions, qui étaient portées par la France et par une partie du secteur, ont tendance maintenant à s'imposer dans le débat.

Quand on parle de paiements, ça peut être toute la gamme.

La base pour les paiements, ce sont les espèces. Les espèces existent encore, et c'est important, comme on l'a vu, notamment lors du blackout espagnol et portugais récent : quand plus rien ne marche, d'avoir encore des pièces et des billets, c'est pratique pour tout le monde. L'État est donc attentif au maintien de la circulation des espèces et à tout ce qui s'y rapporte, en partenariat bien sûr avec la Banque de France.

Mais ce qui nous intéressera aujourd'hui, plus avant, c'est tout ce qui concerne les innovations en matière de paiements. Les innovations, on les attend souvent de l'impulsion publique, mais il y a aussi des impulsions privées, y compris dans les grandes initiatives européennes. À ce titre, je tiens à saluer le partenariat Wero-EuroPA. Certes ce partenariat était attendu depuis un certain temps, mais la dernière fois que nous nous sommes vus ici même (c'était pour parler d'euro numérique), certains disaient que l'un des grands arguments pour l'euro numérique était que les systèmes de paiements privés n'arrivaient pas à s'entendre entre eux. S'ils commencent à le faire, cela peut changer les termes du débat, sachant que cette alliance pourrait servir des clients dans 15 pays. Certes ce n'est pas encore l'ensemble de la zone euro, mais on progresse.

De même, Wero continue son déploiement. C'est très bien, notamment sur le paiement en ligne en Allemagne, mais cela n'empêche pas que du côté des initiatives publiques, donc autour de l'euro numérique, la réflexion continue à ce titre, et a vocation à se poursuivre compte tenu du contexte américain sur les stablecoins. La semaine dernière, le Sénat américain a adopté le Genius Act, qui est un texte d'ampleur, puisque jusqu'à présent, on avait tendance à dire que les stablecoins, c'est un monde mal régulé et mal connu, et que c'est un peu le Far West. Avec le Genius Act, on a un premier texte structurant pour ces stablecoins adossés au dollar. Et c'est évidemment lié au choix stratégique très clair de la Maison Blanche de mettre en avant les stablecoins et de refuser tout type de monnaie numérique de banque

centrale. Mais en l'occurrence, ce texte met en place tout un système qui vise à renforcer la prédominance du dollar via un nouvel argument qui serait les stablecoins.

Bien sûr, cela ne veut pas dire que nous devons paraphraser ou faire la même chose, mais cela veut dire que nous devons en tenir compte dans la façon dont, en Europe, on réfléchit sur ce type de dossier, et notamment sur la promotion de stablecoins en euros significatifs, qui pourraient être nécessaire pour créer un environnement de développement de la finance tokenisée en Europe, y compris dans cette période de forte offensive américaine sur les stablecoins.

Cela peut créer des idées du côté du régulateur et du législateur, mais cela a surtout vocation à susciter une vague d'initiatives privées dans le domaine des paiements puisque, avec le Genius Act il y a plus de sécurité juridique pour ces actifs, qui sont donc plus faciles à intégrer par les grands acteurs non financiers sur tous les segments, notamment le segment de l'e-commerce qui commence à réfléchir à ses propres stablecoins pour fluidifier les paiements, ce qui est un développement important.

Il faudra voir si les initiatives continuent dans la même direction et dans le même tempo à côté européen, mais en tout cas, c'est un défi pour nous. Si le marché avance, si l'innovation privée avance, l'Europe qui, grâce à MiCA, avait pris une certaine avance en définissant clairement les process et les attendus pour ce type de marché, pourrait perdre cette avance du fait des modifications américaines. Cela ne veut pas dire qu'il faut jeter MiCA au feu, au contraire, mais ça veut dire qu'il faut continuer à réfléchir et à s'adapter, que ce soit dans les circuits privés ou dans la réflexion publique.

De même, d'ailleurs, que pour tout ce qui concerne les stablecoins, quand on parle du secteur bancaire et de la façon dont il va pouvoir, lui aussi, entrer dans cette réflexion, notamment pour les dépôts tokenisés sur lesquels ils sont en train de réfléchir, la façon dont on adosse cela aux dépôts bancaires traditionnels. Nous allons donc essayer d'introduire ces produits dans une réglementation qui aujourd'hui n'est pas faite pour cela, puisqu'elle est définie pour des produits beaucoup plus traditionnels.

Toutes ces évolutions technologiques posent question au régulateur et au législateur que je représente ici, car il y a des textes qui sont sur la table en ce moment.

J'ai vu l'allusion à FIDA, qui est un sujet certes douloureux, mais qui est là, qui y reste. La présidence danoise, qui va reprendre la présidence du Conseil de l'Union européenne dans quelques jours, a clairement dit qu'elle souhaitait avancer sur FIDA. Et la commissaire européenne sur ces sujets en a fait elle aussi un sujet très fort. Donc, il va falloir qu'on continue à négocier FIDA. Vous connaissez la position de la France sur ce sujet : nous avons fait part de notre fort scepticisme, et le ministre était même allé jusqu'à parler de retrait. Mais si nous sommes seuls à exiger le retrait, ça ne marchera pas et il faudra que nous soyons capables de faire des propositions concrètes de modifications pour changer les parties du texte qui nous paraissent les plus problématiques. Nous avons fait des propositions très claires pour montrer

des lignes rouges en termes notamment de protection des données personnelles, mais aussi de protection des données privées de chacun des acteurs qui sera amené à s'ouvrir, puisque, là encore, les développements de ces derniers mois montrent qu'avoir une voix candide sur le fait que s'ouvrir aux grands acteurs financiers ou FinTech américaines, quand on est des acteurs traditionnels européens, n'est peut-être pas le choix le plus souverain et le plus simple par les temps qui courent. Cela suppose donc de se poser ces questions pendant qu'on réfléchit à FIDA.

Au-delà de FIDA, ce qui va nous arriver encore plus vite, c'est la DSP3 et le RSP. Là-dessus, nous avons le mandat de négociation qui a été adopté par le Conseil il y a quelques jours, et les trilogues vont commencer. C'est une bonne nouvelle que cette négociation avance, puisque nous croyons profondément que nous avons besoin de ce texte pour continuer à défragmenter le marché européen des paiements et pour continuer à faire grandir les PayTechs européennes, dont certaines sont représentées ici.

Bien entendu, ça ne veut pas dire qu'on acceptera tout et n'importe quoi. Nous avons des positions très claires dans cette négociation, nous sommes très engagés et nous avons bon espoir que les trilogues permettront d'avancer en bonne position.

Cet ensemble de développements, notamment le paquet « paiement », permettra aussi sans doute d'avancer en matière de transparence, de lutte contre la fraude, qui sont sans doute les sujets les plus forts du moment du point de vue du grand public. En effet, pour le grand public, ce qui est vraiment le plus sensible est sans doute la question des fraudes. Les chiffres continuent d'augmenter, c'est l'éternelle chasse entre le gendarme et le voleur. On continue à développer les contre-mesures pendant que les fraudes continuent à se développer, à prendre de nouvelles formes. Donc, le grand public est de plus en plus intéressé, et c'est sans doute le facteur le plus important sur lequel, à travers la prévention de la fraude, on aura le soutien du grand public.

Le grand public est très content d'avoir des solutions paiement qui l'aident dans la vie de tous les jours, mais il est avant tout préoccupé de l'éventuel risque. C'est bien sûr une question dont nous discutons avec la BCE et avec les autorités de supervision, qui sont très attentives.

J'en reviens à MiCA : comme je l'ai indiqué plus haut, ce n'est pas parce que les Américains font des choses différentes que MiCA est une mauvaise législation. Nous pensons que MiCA est entré en vigueur au bon moment et nous fournit aujourd'hui un cadre complet et robuste. Cela ne veut pas dire que plus rien ne bougera jamais, mais nous sommes dans une phase de mise en œuvre, et cela va quand même nous aider pour renforcer le rôle international de l'euro, une fois qu'on aura bien mis en place ces mesures, notamment pour le développement des stablecoins en euros que j'évoquais tout à l'heure. D'un point de vue européen, ça ne marchera que si nous avons une supervision exigeante de ces acteurs. Le cadre est maintenant en place. Donc, il est bon que, maintenant, la place française se mobilise, en particulier les établissements bancaires (les Fintechs mais aussi les grands établissements bancaires), pour

aller dans les initiatives concrètes dans ce domaine. Le cadre est là, et c'est à travers la construction de ces éléments qu'on pourra avancer. Et c'est la crédibilité de l'euro, dans ce monde de finance tokenisée, qui dépend de cette capacité d'innovation.

Je ne reviendrai pas sur notre débat sur l'euro numérique : j'en ai parlé la dernière fois ici, et ce n'est pas le lieu aujourd'hui. Mais juste en passant, je rappellerai que personne ne doute que le développement d'un euro numérique de gros (wholesale) aiderait à accompagner cette transformation des paiements et à aller dans la bonne direction.

Pour conclure sur ces différents enjeux : on voit bien que la situation aujourd'hui est un peu « fluide », notamment de manière transatlantique. Mais c'est précisément parce que nous sommes soumis à une certaine pression extérieure qu'il faut continuer calmement à construire un régime fonctionnel et efficace en Europe qui permette à notre écosystème dynamique (dont par ailleurs beaucoup de zones du monde s'inspirent) de continuer à se développer et à développer cette nouvelle stratégie dont tout le monde parle mais qui s'agit maintenant de construire.

Merci de votre attention